

AKTUELL

CENTRALES NUCLÉAIRES

Prolongation, danger !

Raymond Klein

Faut-il recycler les centrales nucléaires ? Greenpeace voudrait les mettre au rebut et insiste sur les problèmes liés à une éventuelle prolongation de leur durée d'exploitation.

Utiliser des objets aussi longtemps qu'ils peuvent servir constitue une attitude économe, encouragée au nom de la protection de l'environnement. Parfois, le choix est difficile, quand on réfléchit à remplacer un vieux réfrigérateur de classe D en état de marche par un nouveau de classe A. Et puis, il y a les centrales nucléaires.

Construites pour durer à peu près 40 ans, elles restent en parfait état de fonctionnement, affirment les groupes auxquels elles appartiennent. Dommage donc de mettre à la retraite ces réacteurs de manière prématurée, alors qu'ils pourraient continuer à fournir l'humanité en électricité... et leurs actionnaires en dividendes. Pas du tout, estime Greenpeace, qui, mercredi dernier, a présenté une étude sur la problématique de la prolongation de la durée de vie des centrales. Certes, pour les antinucléaires, seule une centrale à l'arrêt est une bonne centrale. Mais, comme le montre le rapport de l'ONG « Vieillesse des réacteurs : l'Europe au seuil d'une nouvelle ère de risques nucléaires », les « séniors du parc nucléaire » sont des représentants particulièrement dangereux de leur espèce.

Tout d'abord, les marges de sécurité existant initialement sur la résistance des matériaux sont grignotées au fil des ans du fait de l'usure normale. Or, le remplacement des composantes se heurte à de nombreuses limites. Techniquement parlant, certaines composantes sont difficiles voire impossibles à échanger, comme la cuve du réacteur et son enceinte de confinement. Économiquement parlant, cette modernisation coûte cher, à un tel point que dans plusieurs cas les exploitants ont renoncé à la prolongation au vu des exigences des autorités de sécurité nucléaires. En fait, mettre à niveau veut en principe dire appliquer les standards de sécurité nouveaux, fruits des mauvaises expériences passées. Ainsi, à Fukushima, c'est le bloc 1 qui a fondu en premier, tandis que les blocs les plus récents ont tenu le coup.

Dans le rapport de Greenpeace, cet état des choses est visualisé par une courbe en baignoire : en début d'exploitation d'un réacteur neuf, les risques d'accident sont élevés mais baissent rapidement. Ensuite, les mises à niveau successives réussissent de moins en moins à maintenir un niveau de risque acceptable. Surtout, l'incertitude de savoir quelle composante pourrait faillir et avec quelle probabilité, augmente fortement.

Dangereux séniors

Au Japon, l'arrêt des centrales a conduit à une augmentation de la production d'électricité de source fossile, contribuant au changement climatique. Ce n'est pas une fatalité, estime Greenpeace, les politiciens n'auraient qu'à appliquer des scénarios de recours aux énergies renouvelables - coûteux économiquement, mais faisables. Stephan Kurth de l'Öko-Institut estime même qu'une phase de recours accru aux fossiles peut être nécessaire, mais souligne qu'il faut préférer les centrales fossiles modernes, notamment au gaz naturel. Un gaz importé depuis la Russie, État dont l'attitude envers l'écologie comme envers les libertés publiques pose pourtant de grands problèmes...

Alternativement, mettre à la retraite les vieilles centrales livre aussi une justification pour en construire de nouvelles. Il est indéniable que les centrales les plus récentes sont mieux conçues que leurs prédécesseurs - mais pas encore assez bien. Une partie des experts pro-nucléaires recommandent d'attendre la quatrième génération... qui ne sera prête qu'en 2030. Or, toute « pause nucléaire » comporte des risques pour l'industrie atomique : elle perd sa maîtrise technique et peut voir l'opinion politique se retourner contre elle. D'un point de vue stratégique, une prolongation de durée de vie d'une partie des centrales, combinée avec un moratorium sur les nouvelles constructions ne serait peut-être pas si mal. Cela signifierait en effet la fin lente, mais programmée de l'énergie nucléaire.

SHORT NEWS

Prochain round pour la fabrique d'asphalte

(lc) - Le dossier de la fabrique d'asphalte est loin d'être clos, au grand dam du secrétaire d'État Camille Gira. Après avoir presque subi le supplice du goudron et des plumes par les habitants en rage devant une nouvelle usine dans leur région qui comporte des dangers pour la santé, c'est au tour de la société civile et des communes d'agir. Ainsi, le Mouvement écologique, dans un exercice d'équilibriste délicat - vu sa proximité avec les Verts - tente de ne pas trop incriminer Gira, en lui reprochant plutôt son mauvais timing. Le reste de la critique cible avant tout l'ancien gouvernement et le ministre de l'Économie. Et de mettre aussi les communes devant leur responsabilité, surtout en ce qui concerne les procédures de commode-incommode. De plus, le syndicat demande à ce que toutes les autres entreprises du site « um Monkeler », dont certaines ne sont pas aux normes, soient mises au pas. Côté communes, c'est celle d'Esch qui se prépare à un conseil communal plutôt chaud ce vendredi, vu que la mairie entamera probablement un recours devant le tribunal administratif. Pas sûr que cela plaise tellement à certains coalitionnaires verts, échevins ou conseillers.

TIPP: Stolperstein für Ökologie und Demokratie?

(woxx) - Hürden für den freien Handelsaustausch abbauen mit dem langfristigen Ziel des Wirtschaftswachstums und der Schaffung neuer Arbeitsplätze, das soll durch die Transatlantische Handels- und Investment-Partnerschaft (TTIP) erreicht werden. Seit Juli 2013 verhandeln die EU und die USA über dieses umfangreiche Freihandelsabkommen, das jedoch von Umwelt-, Dritt-Welt- und Sozialverbänden äußerst kritisch gesehen wird. Sie befürchten, dass durch das Freihandelsabkommen Standards in den Bereichen Umwelt- und Verbraucherschutz, Arbeitnehmerrechte oder Gesundheit als „Handelshemmnisse“ angesehen und „nach unten revidiert werden“. Diese Sorge ist nicht unbegründet, denn bisher fanden über 90 Prozent der Vorbereitungsgespräche mit Akteuren der Wirtschaft statt. Außerdem ist es die Kommission, die für die EU die Verhandlungen führt und das Europäische Parlament und die nationalen Parlamente nur am Rande informiert. In Luxemburg sind die NGOs dabei, ein gemeinsames Vorgehen zu erörtern. Ein wichtiger Schritt auf diesem Weg wird der Informationsabend am Donnerstag, dem 13. März um 18.30 Uhr im Hotel Parc Bellevue, Luxemburg-Stadt, sein. Referent ist Ernst-Christoph Stolper, Politikwissenschaftler und ehemaliger Friedensaktivist.

Werbung im Dunkeln

(rg) - Seit Anfang der 1990er Jahre finanziert der Luxemburger Staat die sogenannte „pige publicitaire“. Sie umfasst die Erhebung der in den Luxemburger Printmedien veröffentlichten Anzeigen, aber auch der von den klassischen audiovisuellen Medien ausgestrahlten Werbespots. Aufgrund der geltenden Preistabellen werden die Brutto-Werte des Werbeaufkommens nach Medien, aber auch nach Produktbranchen zusammengestellt. Die kontinuierliche Erfassung soll eine Einschätzung über längere Zeiträume ermöglichen, ob es zu Verschiebungen im Werbemarkt kommt und zu welchen. Konkret ging es anfangs darum, den Impact der Einführung eines täglichen Luxemburger Fernsehprogramms auf die gedruckte Presse zu messen, was auch eine periodische Anpassung der Presshilfe legitimierte. Das Aufkommen des Internets und die daraus entstandenen neuen Werbemöglichkeiten stellte die „pige“ vor ganz neue Herausforderungen. Die spannende Frage, welchen Teil des Werbekuchens Google und andere Internetanbieter den traditionellen Medien wegschnappen, wird aber unbeantwortet bleiben. Die Regierung und allen voran Medienminister Xavier Bettel haben die Reißleine gezogen und werden die „pige“ ab April stoppen. Das erspart dem Luxemburger Staat etwa 220.000 Euro pro Jahr, doch wird eine ganze Branche in nächster Zeit wohl im Dunkeln tappen und das in wirtschaftlich schwierigen Zeiten.